

## Compte-rendu de l'atelier Genre et climat du 15 janvier 2020

Février 2020

### Présentation

Cet atelier multi-acteurs de la Plateforme GED visant à des échanges d'informations et de pratiques sur les enjeux genre et climat s'est tenu à l'Agence française de développement. Il a regroupé une quinzaine de personnes, représentant des institutions (MEAE, AFD, ministère de la Transition écologique, Unicef) et des organisations de la société (OSI, associations féministes, associations de solidarité internationale issues des migrations). L'objectif était de faire le bilan de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP25) qui s'est tenue du 2 au 13 décembre 2019 à Madrid, de présenter le nouveau Plan d'action genre de la Convention climat, ainsi que de présenter des points et des expériences d'organisations engagées sur genre et climat et enfin d'opérer une synthèse de recommandations.

### Introduction

Yveline Nicolas, Adéquations et en charge de l'animation de la Plateforme Genre et développement a rappelé les travaux de la Plateforme GED sur genre et climat toujours dans une dynamique pluri-acteurs : mobilisation au moment de la COP21 à Paris<sup>1</sup>, ateliers et conférences-débats lors des COP suivantes, au Maroc, en Allemagne, en Pologne ainsi qu'à la Commission de l'ONU sur le statut des femmes, points d'informations et d'échanges lors des rencontres de la Plateforme GED, plaidoyer sur le genre et la finance climat au moment du Sommet One Planet<sup>2</sup>, diffusion d'informations via la liste de diffusion et le site web de la Plateforme GED ([www.genre-developpement.org](http://www.genre-developpement.org)).

### Bilan de la COP25, les acquis du genre au niveau diplomatique et l'inscription dans les stratégies et le fonctionnement des institutions climat

Fanny Petitbon, de CARE France, a fait le bilan de la COP 25 : une conférence des parties anormalement longue et décevante à plusieurs égards (accord qui ne reprend pas la notion de justice climatique, de solidarité envers les pays du Sud, notamment les plus vulnérables, manque d'ambition dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre). Un accord y a été adopté mais un accord a minima, qui ne répond ni à l'urgence climatique ni démontre une quelconque solidarité avec les pays et populations les moins responsables du

<sup>1</sup> <https://unfccc.int/fr/processus-et-reunions/l-accord-de-paris/l-accord-de-paris>

<sup>2</sup> <https://www.oneplanetsummit.fr/notre-demarche-125>

changement climatique et pourtant les plus impactés. Voici un bilan succinct de cette COP par rapport aux nos attentes initiales des organisations de la société civile :

**Rehausse de l'ambition, c'est-à-dire des objectifs de réduction des émissions** (sachant que la COP26 en novembre 2020 à Glasgow est la date butoir pour mettre sur la table les copies révisées de la COP21) :

- Les + : 108 pays, très majoritairement en développement et petites îles représentant 15,1% des émissions globales de gaz à effet de serre, se sont engagés à revoir leurs objectifs de réduction des émissions en 2020 pour se donner une chance de rester sous +1,5°C de réchauffement climatique. Une vingtaine d'entre eux, emmenée par les îles Marshall, soumettra ses nouveaux objectifs le 22 avril 2020, journée de la Terre. L'Union européenne s'est engagée, à travers son Green Deal la semaine dernière<sup>3</sup>, à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, c'est-à-dire ne pas émettre plus que ce que les océans et les forêts peuvent absorber.

- Les - : Les plus gros émetteurs (Etats-Unis, Chine, Inde, Russie, Japon...) sont restés muets. L'UE ne doit pas se contenter de réfléchir sur le long-terme (2050) mais doit avant l'été 2020 revoir son objectif de réduction des émissions d'ici 2030 de -40% à -65%. C'est la seule manière pour elle d'être crédible et d'entraîner dans son sillage les gros émetteurs comme la Chine avec qui elle organisera un sommet en septembre 2030 à Leipzig.

### **Solidarité accrue envers les pays les plus vulnérables**

- Les - : Les Etats industrialisés n'ont pas réussi à clarifier comment ils comptaient honorer leur promesse de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour soutenir les réductions d'émission et l'adaptation, comme ils se sont engagés à le faire il y a près de 10 ans... Et les Etats-Unis et l'Australie ont torpillé les négociations sur les financements innovants et additionnels à mobiliser pour répondre aux pertes et dommages irréversibles (disparition d'un territoire face à la montée du niveau des mers, mouvements migratoires forcés..) subis par les pays du Sud, estimés au minimum à 300 milliards de dollars par an d'ici 2030. C'est un véritable affront notamment pour les petites îles qui ont rappelé qu'il s'agissait ni plus ni moins qu'une question de survie pour leurs pays et populations : la présidente des îles Marshall a indiqué que « les atolls et pays vulnérables sont déjà dans le couloir de la mort » et le négociateur pour Tuvalu a affirmé que l'irresponsabilité des pays riches constituait « un crime contre l'humanité ».

### **Lutte pour une justice climatique et une justice de genre**

- Les + : Le nouveau Plan d'action genre de la Convention Climat a été adopté pour une période de 5 ans. Il contient des cibles et activités intéressantes, notamment le renforcement de la participation des femmes, y compris autochtones, aux négociations internationales sur le climat mais aussi aux politiques et plans nationaux de lutte contre le changement climatique. Il aura aussi pour vocation de faciliter l'accès des organisations locales de femmes aux financements climat.

---

<sup>3</sup> [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr)

- Les - : Des pays du monde arabe, en particulier l'Iran, ont failli faire dérailler les négociations en remettant en cause les références aux droits humains obtenues de haute lutte dans l'Accord de Paris.

## **Le Plan d'action genre**

Après une série de négociations en montagnes russes - il est assez inhabituel que le genre génère des débats aussi passionnés et tendus dans le cadre de la CCNUCC - un programme de travail de Lima amélioré sur le genre et son plan d'action pour le genre (GAP) ont été adoptés à la COP25<sup>4</sup>. C'est l'une des rares lueurs d'espoir de cette COP, car la plupart des décisions ne fournissent pas ce qui est nécessaire pour faire face à l'urgence climatique. CARE et d'autres OSC notamment du Women Gender Constituency<sup>5</sup> ont fortement plaidé pour un résultat ambitieux sur le genre.

Ce cadre renouvelé réaffirme la vision fondée sur les droits de l'Accord de Paris selon laquelle les gouvernements doivent « respecter, promouvoir et considérer leurs obligations respectives en matière de droits humains, (...) ainsi que d'égalité des sexes, autonomisation des femmes » lorsqu'ils entreprennent une action pour le climat. Cependant, la résistance de certains pays au cours des deux dernières semaines dans les négociations du plan de genre démontre clairement que les gains durement acquis en matière de droits de l'homme et de justice de genre continuent d'être menacés. Au cours de la semaine 1, l'Arabie saoudite, l'Iran et le Groupe africain ont tenté de saper le libellé convenu ci-dessus, en ajoutant "à la lumière de leur situation nationale et de leurs capacités socio-économiques respectives". Mais ils ont fait face à une forte poussée de champions tels que le Mexique (et plus tard l'UE) et les OSC, et ont échoué.

Conformément aux attentes des ONG, le GAP s'étend désormais sur cinq ans, contient des activités prometteuses et des indicateurs clairs, et appelle à des synergies avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Il s'articule autour de cinq domaines prioritaires :

- 1) Renforcement des capacités, gestion des connaissances et communication ;
  - a. renforcer les capacités des gouvernements et autres acteurs à intégrer le genre dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques et plans d'action climat (CDN, plan nationaux d'adaptation...) mais aussi à collecter, analyser et mettre à profit une analyse de genre et données ventilées par sexe dans le contexte climatique
  - b. atelier pendant une session de la CCNUCC pour mieux définir le rôle des points focaux genre et climat + apporter outils, et partage d'expérience/coaching/apprentissage entre pairs

---

<sup>4</sup> <https://unfccc.int/fr/news/un-plan-d-action-quinquennal-renforce-pour-l-egalite-entre-les-sexes-adopte-a-la-cop25>

<sup>5</sup> <https://womensgenderclimate.org/> ; <https://wecf-france.org/synthese-cop25/> ; <https://wecf-france.org/la-constituante-et-les-groupes-de-femmes-et-genre-applaudissent-le-plan-daction-genre-de-la-cop-25/>

c. renforcer les connaissances à travers des appels à soumissions sur les impacts différenciés du CC sur les femmes et les hommes, le rôle des femmes en tant qu'agentes du changement, les opportunités pour les femmes.

d. Utiliser réseaux sociaux pour communiquer vers le grand public, en particulier les femmes, sur la mise en œuvre du plan d'action

2) Parité, participation et leadership des femmes;

a. Ateliers sur leadership/négociations pour faciliter la participation effective des négociatrices (webinaires, formations pendant les sessions)

b. Financements pour permettre une parité sur les délégations nationales, mais aussi une participation de populations autochtones, d'organisations locales de pays du Sud et des petites îles.

c. Dialogue en collaboration avec la Plateforme des communautés locales et peuples autochtones sur le leadership et les solutions mises en œuvre par les communautés et femmes autochtones, et comment améliorer leur participation aux politiques et actions climatiques.

3) Cohérence

a. Formation de tous les nouveaux membres des organes de la CCNUCC à l'importance d'intégrer le genre dans les travaux qu'ils mènent

b. Mettre en place un dialogue entre les président-e-s des différents organes sur les bonnes pratiques, défis d'intégration du genre dans leurs travaux respectifs

c. Dialogue pendant le Gender day des COPs sur une thématique AP, Convention, ODD

4) Mise en œuvre et moyens de mise en œuvre intégrant le genre

a. Appel à soumissions sur la budgétisation sensible au genre dans les budgets nationaux pour promouvoir des politiques, plans et stratégies climat qui prennent en compte le genre et les moyens financiers associés.

b. Webinaires, ateliers sur le soutien financier et technique existants pour promouvoir l'intégration du genre dans plans, politiques climat (avec fonds pour adaptation, fonds pour environnement mondial, fonds vert, philanthropie) mais aussi pour les organisations locales de défense des droits des femmes et les communautés et populations autochtones.

c. Ateliers, webinaires, renforcement de capacités sur comment déployer des solutions technologiques intégrant le genre pour lutter contre le changement climatique, notamment en s'appuyant/préservant les savoirs et pratiques des populations et communautés autochtones, et pour renforcer l'accès des femmes et des filles à la science, technologie, recherche et développement.

d. Implication des associations féministes et des institutions nationales traitant de l'égalité dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques et plans climatiques.

e. Ateliers pendant les sessions pour permettre aux Etats de partager leurs expériences d'intégration du genre dans leurs politiques et plans d'action climat.

5) Suivi et rapports

a. Poursuite de la publication du rapport annuel sur la parité au sein de la CCNUCC, avec un focus plus important sur la place des femmes dans les postes de leadership

b. Compilation des politiques/plans mis en œuvre par les Etats pour lutter contre CC tout en intégrant le genre

Le Gender Action Plan vise à accroître la participation des femmes, à la fois aux pourparlers internationaux sur le climat et aux politiques et actions nationales sur le climat, et à aider les organisations féminines de base à accéder au financement climatique. Il vise également à renforcer la capacité des pays à collecter, analyser et utiliser des données ventilées par sexe et une analyse de genre, ainsi qu'une budgétisation sensible au genre pour alimenter leurs politiques, plans et budgets nationaux en matière de climat. Un mandat clé du GAP est également de clarifier le rôle et le travail des points focaux nationaux sur le genre et le changement climatique, ainsi que de les soutenir dans l'accomplissement de leur mandat (ateliers, apprentissage entre pairs, mentorat et coaching). Il fera l'objet d'une revue intermédiaire en juin 2022 et d'une revue globale en 2025.

Alors que les Parties ont relevé le niveau d'ambition pour ce GAP, il leur appartient maintenant de l'approprier et de ne pas compter uniquement sur le Secrétariat de la CCNUCC qui a une petite équipe de genre pour faire tout le travail.

### **Politique genre et plan d'action mis à jour du Fonds Vert**

Depuis le processus de conception du Fonds vert pour le climat (GCF)<sup>6</sup>, la société civile a plaidé pour et contribué activement aux progrès réalisés par le GCF dans la mise en œuvre de son engagement à l'intégration de la dimension de genre. Malheureusement, ce projet actuel de politique de genre n'est pas une avancée et son adoption signifierait en fait que le GCF est plus préoccupé par avoir une politique genre d'affichage que par le fond.

La politique adoptée affaiblit l'approche du genre dans le FVC par rapport aux projets précédents et risque au FVC de prendre du retard par rapport au Fonds pour l'adaptation ou le FEM en termes d'ambition genre.

Les ONG regrettent notamment :

- Une réduction des références explicites aux instruments internationaux relatifs aux droits humains applicables et le fait que les droits humains sont placés comme un engagement secondaire plutôt que principal dans la politique.
- La suppression du terme « gender-responsive » à de nombreux endroits dans la politique du genre et dans le plan d'action est en décalage avec les décisions prises à la CCNUCC.

---

<sup>6</sup> <https://www.greenclimate.fund/projects/gender>

- Des exigences plus faibles pour assurer une mise en œuvre intégrant le genre : suppression de la consultation des parties prenantes au stade de préparation des projets.
- L'accent mis sur l'importance d'adapter la mise en œuvre de la politique en fonction des contextes nationaux (alignement sur les politiques et priorités nationales en matière de genre), sape les droits humains et les efforts d'intégration de la dimension de genre des pays en développement conformément à la Convention pour l'élimination des discriminations à l'encontre des femmes (Cedef) et au Programme d'action de la Conférence de Pékin. Ces références ont été insérées pour remplacer le libellé antérieur de ces sections qui plaçaient les engagements politiques « dans le cadre des accords internationaux relatifs aux droits humains et des droits des femmes».
- La politique proposée n'a plus de révision prévue dans le temps. Un examen et une mise à jour de la politique dans le contexte des enseignements tirés de la période de mise en œuvre et l'articulation de nouvelles priorités pour la prochaine phase des engagements de mise en œuvre assortis de délais sont essentiels.
- La politique proposée supprime la section des définitions sur le genre (reléguée à une note d'orientation). Alors que ça apparaît dans la politique proposée du GCF sur l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels ou les politiques de genre de deux autres fonds climat.

### **Les actions du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères**

Charlotte Ranelli, de la sous-direction de l'environnement et du climat et Fabricia Devignes, conseillère genre du MEAE sont intervenues sur les grandes orientations de la politique d'égalité femmes-hommes du ministère, de sa volonté de renforcer le croisement entre genre et climat et des actions spécifiques en la matière (soutien au Prix Solutions Genre et Climat de WECF, formation des négociatrices francophones, appui à la Plateforme GED notamment le dialogue et la réflexion sur le genre et climat et le plaidoyer pour renforcer les financements genre et climat dans les enceintes internationales).

En ce qui concerne la COP25, le MEAE note une certaine remise en cause du multilatéralisme, mais une grosse présence française avec poids politique (ministres). La France a entamé un travail avec la Grande Bretagne et UE a été entamé pour développer un narratif commun vis-à-vis des grands émetteurs de GES.

Fabricia Devignes rappelle que le climat et le genre sont deux thématiques prioritaires de l'Aide publique au développement française. Le croisement de ces deux enjeux est fondamental, compte-tenu du rôle crucial joué par les femmes dans la lutte contre le changement climatique, comme dans la plupart des dynamiques de changement économiques et sociales. C'est pourquoi la France s'est saisie de cet enjeu depuis plusieurs années. Dans les accords climat en particulier, elle a joué un rôle pilote en partenariat avec les négociateurs et la société civile française, notamment dans l'Accord de Paris ou encore lors de la COP 22 pour y intégrer une dimension genre plus forte et opérationnelle.

La diplomatie qui se veut désormais féministe s'efforce, pour accroître son impact et en cohérence avec sa stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, d'intégrer dans tous ses volets, y compris la lutte contre le changement climatique, la

question du genre. Dans une dynamique de changer sa culture institutionnelle en faveur de l'égalité femmes-hommes, le MEAE forme ses agent-es au genre en interne et dans ses actions, mais se dote également d'outils pour opérationnaliser la stratégie. Les différentes directions du ministère et les postes doivent se doter ainsi de feuilles de route genre. La Direction du Développement Durable à laquelle sont rattachées les sous-directions du développement humain et du Climat et de l'environnement, est d'ailleurs en train de se doter de sa propre feuille de route genre, et le sujet genre et climat sera une priorité.

Le Ministère poursuit depuis 2017 ses efforts dans l'intégration de cette dimension à travers plusieurs actions :

### **Appuyer les femmes comme actrices de la transition écologique, deux exemples**

#### **Les prix solutions genre et climat**

Le MEAE a appuyé en 2019 le prix « Solutions genre et climat » porté par WECF et la Women and Gender Constituency. Le directeur du Développement Durable a remis les prix aux lauréates en marge de la COP 25 à Madrid aux côtés des partenaires, dont l'AFD.

Perspectives : le MEAE poursuivra ce travail d'appui des actrices aux côtés des ONG. D'ailleurs le Forum Génération Egalité co-présidé par la France et le Mexique sous l'égide d'ONU Femmes qui se tiendra en juillet à Paris sera un moment clé. Ce forum qui vient célébrer les 25 ans du Programme d'Action de Pékin sur les droits des femmes, sera une plateforme unique pour les féministes des pays les plus touchés par le changement climatique. Des femmes qui sont en première ligne pour à la fois protéger l'environnement et faire progresser l'égalité femmes-hommes seront invitées. Ce forum visera également à faire émerger des coalitions d'actions sur l'autonomisation des femmes et la lutte contre le changement climatique.

#### **La formation des négociatrices francophones aux négociations climatiques**

Charlotte Ranelli (CLEN, MEAE) présente rapidement une action qui a été soutenue par le ministère : la formation des négociatrices francophones d'Afrique Sub-saharienne aux négociations climatiques un peu ces actions (CLEN), qui s'est tenu à Kigali du 14 au 18 octobre 2019. Son objectif était atelier de renforcer les capacités des négociatrices francophones d'Afrique subsaharienne notamment en vue de la COP25 qui se tiendra au Chili du 2 au 13 décembre 2019. Les vingt-sept participantes, étaient issues de dix-sept pays africains et avaient été choisies par leur gouvernement respectif<sup>7</sup>.

#### **Valoriser les enjeux de genre et climat au plan international et renforcer le financement consacré au genre dans la lutte contre le changement climatique**

Dans le prolongement des discussions intervenues lors de la COP23 et afin de répondre au défi spécifique et crucial de la prise en compte du genre dans les financements climat, un événement parallèle avait été organisé par le Ministère avec la Plateforme GED en décembre 2017 à l'occasion du One Planet Summit autour de personnalités de haut-niveau des fonds climat principaux, des banques multilatérales et des représentants des pays du

---

<sup>7</sup> <https://rw.ambafrance.org/Atelier-de-formation-des-negociatrices-francophones-pour-le-climat-Discours-de>

Sud notamment le Fonds Vert, la Banque mondiale. Il s'agissait de réfléchir aux moyens d'augmenter la proportion « d'aide genrée » en matière climatique, de partager les bonnes pratiques existantes et d'appeler tous les acteurs clés à un engagement durable et opérationnel.

Des recommandations spécifiques pilotées par la plateforme GED signées par une soixantaine d'associations du monde entier ont été émises à destination des bailleurs impliqués sur le climat afin de promouvoir le rôle des femmes dans la lutte contre les dérèglements climatiques et d'œuvrer pour l'accroissement durable des financements en leur faveur<sup>8</sup>. Des recommandations ont été émises dans le cadre de la présidence française du G7 par le groupe d'engagement Women 7, notamment en faveur d'une augmentation des financements.

Selon le MEAE, il faut poursuivre ce plaidoyer, la Plateforme genre et développement et ses membres jouant un rôle clé. La France continue de valoriser et porter ce sujet dans les enceintes internationales (ONU, Commission européenne, OCDE...) et organisera pour ce faire des événements dans le cadre de la prochaine CSW.

### **Les actions de l'AFD sur le genre et le climat**

L'AFD (Emmanuelle Cathelineau du Partenariat avec les Organisations de la Société Civile, Ouafae Sananès, experte genre) a fait le point sur le croisement genre et climat. Côté société civile un nombre croissant de projets sur le climat est soumis à l'AFD et sur 60% des projets climat, environ 2% sont des projets dont l'objectif principal est l'égalité entre les femmes et les hommes (marqueur 2 de l'OCDE), ce qui reste encore très insuffisant.

Au sein de la Direction opérationnelle de l'AFD, les équipes spécialisées sur le genre et le climat travaillent ensemble à l'intégration transversale de ces thématiques en appuyant les responsables d'équipe projet. De plus, depuis 2018, les équipes en charge de la Facilité Adapt'action, qui accompagne les Etats sur l'adaptation au changement climatique à travers une assistance technique et du renforcement de capacités, ont développé avec l'appui de la division en charge de l'appui environnemental et social une approche sensible au genre, permettant d'intégrer systématiquement une analyse des vulnérabilités au changement climatique différenciée selon le genre<sup>9</sup>. Enfin, depuis l'accréditation de l'AFD au Fonds Vert pour le Climat, des analyses spécifiques sur le genre et le climat, ainsi que des plans d'action spécifiques ont été réalisés, comme par exemple sur le programme « TFSC – *Transforming Financial Systems for Climate* » octroyé en 2019<sup>10</sup>. L'AFD a participé en janvier à une table-ronde de bailleurs sur le thème "Genre et environnement" organisé par GAGGA Alliance. L'objectif est de comprendre comment intégrer davantage ces deux sujets et la rencontre a initié un partage d'expériences et de réflexions sur le sujet, qui devrait se poursuivre dans les prochains mois.

---

<sup>8</sup> <http://www.genre-developpement.org/travaux-de-la-plateforme/avis-et-recommandations/plaidoyer/>

<sup>9</sup> <https://www.afd.fr/fr/adaptaction>

<sup>10</sup> voir documentation projet en ligne : <https://www.greenclimate.fund/projects/fp095>

Au niveau de la division Organisations de la Société Civile (DPA/OSC), les projets co-financés sont des initiatives des organisations sans cadrage thématique ou géographique préalable, même si le genre et le climat sont explicitement des priorités et font l'objet de fiches-outils spécifiques dans le guide méthodologique du dispositif de financement. Les projets à co-bénéfices climat financés par DPA/OSC sont comptabilisés suivant trois critères : atténuation, adaptation (notation de -1 à +2) et contribution aux politiques publiques (notation oui/non), un même projet pouvant avoir des effets attendus sur chacun des critères. Le bilan réalisé en 2017 avait montré que sur l'ensemble du portefeuille de projets, 23% étaient considérés comme à co-bénéfice climat, avec un nombre de projets à co-bénéfices climat octroyés chaque année en forte croissance passant de 10 en 2013 pour 7M€ de subventions AFD à 36 en 2017 pour 19M€ de subventions AFD.

Une analyse qualitative des projets co-financés par le dispositif Initiatives OSC de l'AFD a mis en évidence que sur les 316 projets octroyés entre 2014 et juillet 2017, 38 avaient un effet attendu en matière d'atténuation, dont 57,9% étaient notés selon le marqueur genre CAD 1 et 2,6% en marqueur genre CAD2 ; 48 avaient un effet attendu en matière d'adaptation, dont 62,5% étaient notés CAD 1 et aucun CAD2, et 19 avaient un effet attendu en matière de politique publique dont 57,9% étaient notés CAD 1 et 5,3% notés CAD 2. A contrario, seuls 3% des projets CAD 2 ont un co-bénéfice climat (atténuation) et les projets CAD1 ont un co-bénéfice climat en matière d'atténuation pour 12,2%, en matière d'adaptation pour 16,6% et de politiques publiques pour 6,1%.

Parmi les projets co-financés par le dispositif I-OSC figure ainsi celui du WWF Femmes Ingénieures Solaires (Femsolar). Les femmes sélectionnées n'ont le plus souvent aucun bagage scolaire et ne sont rarement allées au-delà du chef-lieu de district. Le départ du village constitue déjà une aventure pour elles qui les amène au-delà de leur zone de confort. Elles sont préparées psychologiquement et matériellement par WWF MDCO et BCMada. Le parcours de formation leur permet d'apprendre à fabriquer les composants d'un système solaire, à les assembler, les installer, en assurer la maintenance. Elles acquièrent ainsi des compétences techniques qui sont valorisées par la communauté et en retirent une grande fierté. Le départ en formation, jusqu'à présent en Inde, et à compter de juillet 2019 dans le centre de Madagascar, a un impact important sur l'émancipation des femmes. Choies par la communauté, de retour au village elles sont celles qui apportent la lumière et les changements considérables qui y sont liés. Leur statut au sein du village en est sensiblement modifié. La perception des rôles sociaux est en également renouvelée : elles montrent que ces métiers traditionnellement assignés aux hommes peuvent être exercés par des femmes. Par ailleurs certaines femmes témoignent que durant les six mois de formation, l'organisation familiale s'est transformée, le mari état contraint de prendre davantage sa part dans l'éducation des enfants. Un cursus complémentaire de formation, « Enriche » met l'accent sur des compétences qui vont permettre d'accompagner l'indépendance des femmes dans le développement de leur activité et dans leur vie quotidienne : inclusion financière, micro entreprenariat, développement d'activités génératrices de revenus, santé de la reproduction, conscience de soi, droit des femmes, utilisation d'outils digitaux...

## **L'action du ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES)**

Emma Letellier, du ministère de la Transition écologique et solidaire (Bureau changement climatique et maîtrise de l'énergie, Agenda de l'action), Point focal national Genre & climat n'a pas pu être présente en raison des grèves de transport. La nouvelle Coalition lancée au moment du G7 a été présentée : GREAT (Gender Responsive Environmental Action and Training)<sup>11</sup>. L'initiative « GREAT a été rejointe par l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, l'Union européenne, l'Égypte, le Gabon, l'Indonésie, le Mexique, le Niger et la Norvège – afin de mobiliser les acteurs publics et privés sur l'égalité entre les femmes et les hommes face aux conséquences de la dégradation de l'environnement.

Une réunion entre le MTES et le ministère des Affaires étrangères est prévue à ce sujet très prochainement afin de discuter de son suivi et de son éventuelle intégration au Forum Génération Égalité.

## **Présentation des initiatives de WECF et WGC**

WECF (Véronique Moreira) a présenté le 5ème prix solution genre et climat cofinancé par le MEAE, l'AFD, GIZ, CTCN, la Fondation Raja et remis aux lauréates en marge de la COP 25 à Madrid<sup>12</sup>.

Les actions et innovations soutenues ont porté sur la défense des savoirs faire ancestraux et de promotion de technologies innovantes pour les productrices de sel et de riz préservant les mangroves en Guinée-Bissau, l'appui aux recycleuses de déchets qui construisent des villes durables et inclusives en Colombie, la gestion durable des forêts au Cameroun et la défense des droits et de la santé sexuels et reproductifs comme base d'une meilleure protection des forêts au Guatemala. L'objectif désormais pour WECF est d'optimiser l'impact du réseau des lauréates mis en place depuis la COP 21, de développer les activités de renforcement des capacités de la Women and Gender Constituency, de monter en puissance sur les appuis apportés aux associations et de disposer d'une stratégie de long terme pour croise les enjeux de genre et climat.

Exemple de projets à cobénéfices genre et climat :

- Guinée Bissau, France: Univer-SEL. Il s'agit de promouvoir des savoirs ancestraux et techniques innovantes pour les productrices de sel et de riz préservant les mangroves. Les objectifs sont à la fois de améliorer les conditions de vie des femmes et de renforcer leur participation ; de réduire la pollution (- 60 à 70% bois de chauffe) ; de réduire la déforestation (24 hect de forêt de mangrove protégés) ; d'économiser la ressource en eau, de préserver la biodiversité
- Colombie, Enda : Femmes chiffonniers, ville soutenable et inclusive. Les objectifs sont de protéger l'environnement ; de favoriser l'indépendance économique et le pouvoir de décision

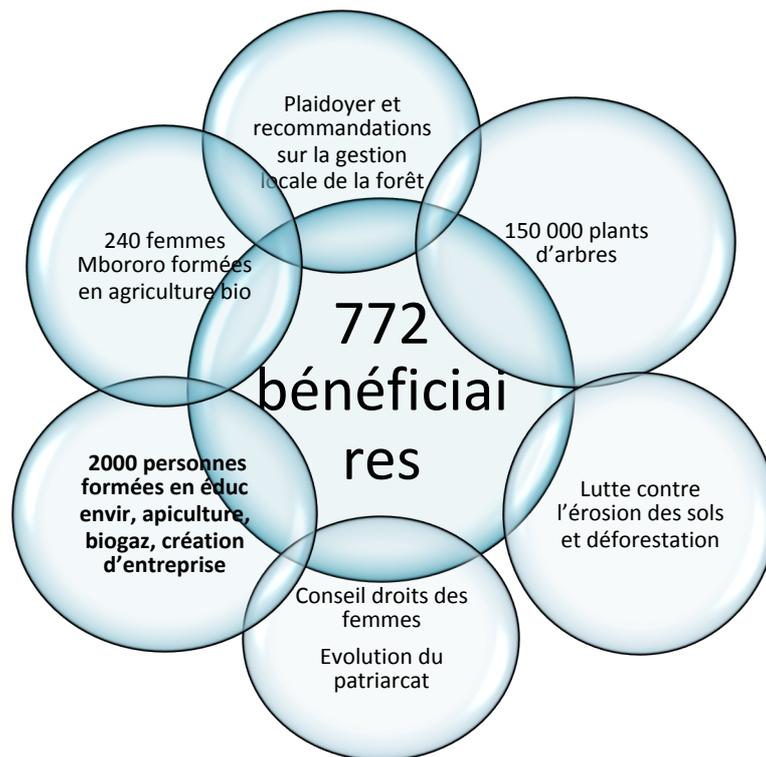
---

<sup>11</sup> <https://www.elysee.fr/admin/upload/default/0001/04/aef56ee1e55fe8a7bfea2aa833eb5be6ff643596.pdf>

<sup>12</sup> <https://wecf-france.org/ceremonie-annuelle-de-remise-du-prix-solutions-genre-et-climat-cop25-a-madrid/>

- Cameroun: CAMGEW. Projet de gestion durable des forêts, visant à la fois à former des femmes de minorités ethniques et renforcer leur autonomisation ; assurer la gestion durable des forêts ; lutter contre violences domestiques et enfin à terme favoriser l'évolution des relations patriarcales.

Cf. schéma ci-après.



Le powerpoint présentant les projets primés et les méthodologies sera mis en ligne sur le site web de la Plateforme GED<sup>13</sup>

## Conclusions et recommandations

Les recommandations suivantes ont été émises lors de l'atelier Genre et climat du 15 janvier 2020 :

- Importance de mettre en valeur les solutions climat intégrant le genre et mises en œuvre sur le terrain, comme des exemples de bonnes pratiques, réalisables et efficaces.
- Documenter concrètement les co-bénéfices d'une approche genre dans les solutions climat et le potentiel des actrices de changement pour que les décideurs les soutiennent et les financent.

<sup>13</sup> Dans la rubrique <http://www.genre-developpement.org/travaux-de-la-plateforme/documents-de-travail/>

- Renforcer les capacités des organisations pour leur permettre de développer et répliquer leurs initiatives par la formation et en mettant l'accent sur les enjeux nationaux (collecte de données, partage d'expériences Sud-Nord).
- Renforcer l'expertise francophone, et les femmes des pays francophones (y compris au Nord et en France) car elles sont nettement moins présentes dans les espaces de négociation. En particulier les associations féministes françaises y sont quasi absentes faute de moyens, même celles qui travaillent à l'international.
- Certains groupes sociaux méritent également d'être mieux pris en compte à la fois dans l'élaboration des politiques climatique : les jeunes et les femmes autochtones.
- Financer davantage les actions genre et climat (pour rappel : 0,01% des financements internationaux soutenaient des projets qui intègrent à la fois le climat et les droits des femmes en 2015).
- Faire le lien entre climat et tous les enjeux environnementaux qui devraient aussi avoir une analyse de genre, en particulier la biodiversité, l'agroécologie, le développement urbain, la santé environnementale, etc.